

|Text|

|Translation|

• 1115

The fact is that it is a bit of a seamless web. Almost every program of the department is relevant to small business and therefore it would be very difficult to describe in the legislation that this piece is not for the Minister of State for Small Business but for somebody else; in fact it is better to leave it on the basis it has been designed. Right now I think it is important to know the current role includes small business programs, small business financing, native economic development, tourism, FEDNORs some other regional economic responsibilities, and Devco.

I would like to say that small business benefits from the new thrust of the department because in this legislation, first, small business will benefit in the context of the larger government re-organization, which includes the establishment of ICOA and WD. The agencies, plus the regional development arm of ISTC in Ontario and Quebec, will focus much of their programs and much of their service activities on Canadian small business. Secondly, this department, with its strong national policy and advocacy mandate, will focus a considerable measure of its attention on advocacy for small business and the making of small business policy. Thirdly, the department's programs will have a significant impact on small business because within these businesses a great deal of the technological innovation and change is taking place, and this is of special interest to the department.

As for Mr. Bulloch's comments, I think he made them over a year ago at an OECD meeting. I guess you disagree with him; and I disagree with him, too. I just might say that the interests of small business can be overlooked in a large governmental process, and it is important to have a minister at the table constantly reminding the players of the negative or positive effect for small business. In fact small business, as you correctly pointed out, has been a great generator of jobs. Over 80% of the jobs created in the last 10 years have been created in this sector. It is very important to have a minister defending their interests.

Mr. Gagliano: If I understand the minister correctly, the government will delegate the administration or the orientation of most of the department to different agencies, whether regional or otherwise, and the government will take the role of advocacy. That is where I have a problem. The month of June is a very important month, I hope, for Canadian small business; I know there is going to be a national forum. The government, after four years of consultation and study, will finally announce its policy on orientation through the FBDB and other programs, and I am looking forward to that.

En réalité, tout se tient parfaitement. Pratiquement tous les programmes du ministère ont un rôle à jouer auprès de la petite entreprise et, par conséquent, il serait très difficile de dire que tel ou tel élément du projet de loi ne relève pas du ministre d'État aux petites entreprises mais de quelqu'un d'autre; en fait, il vaut mieux laisser les choses telles qu'elles sont. Je crois qu'il est important de bien comprendre que le rôle actuel du ministère englobe les programmes concernant les petites entreprises, le financement des petites entreprises, le développement économique des autochtones, le tourisme, FEDNOR, quelques autres responsabilités économiques régionales et Devco.

Je précise que la petite entreprise profite directement de la nouvelle orientation du ministère parce que ce projet de loi va axer sur la petite entreprise la réorganisation générale du gouvernement, notamment avec la création de l'APECA et du ministère de la Diversification économique de l'Ouest. Ces organismes, ainsi que le service de développement régional de l'ISTC en Ontario et au Québec, vont axer une grande partie de leurs programmes et de leurs activités de service sur la petite entreprise canadienne. Deuxièmement, le ministère, fort d'une politique nationale énergique et d'un mandat d'orientation, axera une bonne partie de ses efforts sur l'orientation et le conseil au profit des petites entreprises et la création d'une politique de la petite entreprise. Troisièmement, les programmes du ministère auront d'importantes répercussions sur la petite entreprise parce que c'est là que se produisent une grande partie de l'évolution et de l'innovation technologiques, et que c'est quelque chose qui intéresse énormément le ministère.

Vous avez parlé de M. Bulloch. Je crois qu'il s'agit d'une déclaration qu'il avait faite il y a plus d'un an à une réunion de l'OCDE. Je pense que vous n'êtes pas d'accord avec lui, et moi non plus d'ailleurs. Disons qu'une vaste entreprise gouvernementale risque de négliger les intérêts de la petite entreprise, et qu'il est important que celle-ci puisse disposer constamment d'un ministre pour rappeler à ses collègues les effets positifs ou négatifs que peut avoir telle ou telle initiative. En fait, vous avez parfaitement raison de dire que la petite entreprise crée des emplois. Elle a créé plus de 80 p. 100 des nouveaux emplois au Canada au cours des 10 dernières années. Il est vital qu'elle soit défendue par un ministre.

M. Gagliano: Si je comprends bien, le gouvernement va déléguer l'administration ou l'orientation de la majorité des activités du ministère à divers organismes, régionaux ou autres, et le gouvernement va s'en tenir à un simple rôle de conseil. C'est cela qui me gêne un peu. Le mois de juin est très important pour la petite entreprise canadienne: il va y avoir un grand colloque national. Après quatre ans de consultation et d'étude, le gouvernement va finalement annoncer sa politique d'orientation dans le cadre de la BFD et d'autres programmes, et je suis impatient de la connaître.